

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1353 - 8 décembre 1988 - 3F

D 1353 AMÉRIQUE CENTRALE: PIÉTINEMENT DES NÉGOCIATIONS

Plus d'un an après l'accord de paix multilatéral entre les cinq pays d'Amérique centrale dit "Esquipulas II" (cf. DIAL D 1231), les négociations marquent le pas. Au Nicaragua, où le processus de paix avait le plus avancé (cf. DIAL D 1296 et 1308), la situation est bloquée depuis le 9 juin dernier (cf. DIAL D 1343), avec un brutal accès de fièvre le 11 juillet, date d'expulsion de l'ambassadeur américain au Nicaragua (cf. DIAL D 1336). En El Salvador, où la situation ne s'est jamais débloquée en dépit de tentatives répétées, la tenue d'un Débat national pour la paix en septembre dernier a montré que la société civile était, pour sa part, désireuse d'un règlement politique du conflit militaire (cf. DIAL D 1351).

Après les élections nord-américaines du 8 novembre qui ont donné la présidence au républicain G. Bush mais renforcé la présence démocrate au Congrès, le processus de paix devrait pouvoir reprendre en Amérique centrale, dans la mesure où aura lieu le plus tôt possible la réunion des présidents centro-américains originellement prévue du 12 au 14 novembre 1988 mais ajournée une nouvelle fois.

Le point de la situation selon l'éditorial de septembre de la revue nicaraguayenne *Pensamiento Propio*.

Note DIAL

ESQUIPULAS II: TEMPS D'ARRÊT

(Intertitres de DIAL)

En septembre et octobre, l'Amérique centrale a cessé de faire la une dans l'information. Le référendum du Chili, le cyclone Gilbert, les événements d'Haïti, du Pérou et du Mexique ont eu droit aux titres principaux. Il y avait de plus les aléas de la campagne présidentielle aux U.S.A. Cependant, il est évident que cette baisse d'intérêt dans l'information sur l'Amérique centrale ne résulte pas seulement du déplacement des centres d'intérêt mais aussi d'une certaine stagnation de la situation politique.

Esquipulas a vu passer son premier anniversaire sans particularité spectaculaire. L'absence de rencontre entre les représentants qualifiés avait créé un climat de pessimisme à l'heure d'annoncer les avancées obtenues. Les relations bilatérales, en particulier entre le Nicaragua et ses voisins, n'étaient pas non plus dans la meilleure des phases; elles entraînaient au contraire dans de nouveaux désaccords et des accusations mutuelles.

(Guatemala)

Les 22 et 23 septembre, le président Cerezo faisait une rapide tournée dans la région pour mettre sur pied un sommet des présidents centro-américains et une rencontre des ministres des affaires étrangères dans le cadre de la Commission exécutive prévue par les accords d'Esquipulas.

En dépit du peu de relief donné à ce fait, il convient de le souligner. Il est en dernier ressort la preuve concrète de la volonté - et de la nécessité - de débloquer les négociations et de relancer Esquipulas. Attribuer au voyage de Cerezo une simple motivation de prestige personnel ou de point marqué contre son vieux rival Arias, c'est diminuer injustement la portée du geste. Certes ces éléments peuvent jouer mais aucun d'eux pris séparément ne suffit à expliquer cette initiative.

Sa vraie portée c'est de favoriser une rencontre qui prouve l'existence d'un espace politique pour la poursuite d'Esquipulas. La réunion des présidents à San Salvador, prévue pour les 12, 13 et 14 novembre, peut être de la plus haute signification pour prendre la mesure des possibilités de reprise des négociations. Un ajournement à long terme de cette rencontre ou le non respect des engagements pris pourrait marquer la mort de la négociation par épuisement.

Où se situent les points d'étranglement? Il a été fait mention à plusieurs reprises de l'effet paralysant de la campagne électorale aux Etats-Unis. Personne ne se risque à des pronostics à l'heure des sondages et toute prise de position hâtive ne comporte que des risques inutiles. Tout ne tourne pas autour du futur président nord-américain. Il n'en reste pas moins qu'après une politique des Etats-Unis aussi caractérisée, et en même temps tellement remise en cause et si peu efficace, c'est un climat inévitable de suspens quant à la continuité de cette politique.

(Costa Rica)

Les particularités régionales expliquent également la relative stagnation actuelle. L'initiative du président Arias a eu un effet positif à de nombreux moments de la négociation. A l'heure actuelle l'image du président costaricain est en baisse. Le Costa Rica n'est plus le pays exempt de confrontations internes et qui pouvait prendre la tête d'une mission de pacification régionale, en exportant une formule de démocratie exemplaire. Il est devenu patent que le modèle costaricain a perdu de son impact; les critiques des milieux d'entreprises et de l'opposition sociale-chrétienne mettent en cause l'existence même d'un état de bien-être social.

Par ailleurs, Arias passe par une crise interne de son parti - de libération nationale - dans lequel la corruption, les querelles internes et, surtout, le manque de clarté et d'unité en ce qui concerne l'avenir l'ont affaibli pour les prochaines élections. Dans de telles circonstances on comprend que les fortes pressions nord-américaines pour un changement de la politique extérieure du Costa Rica aient eu plus d'effet qu'en d'autres occasions.

En dépit de tout cela on ne peut pas dire qu'Arias se soit retiré de l'entreprise. Son rôle de médiateur entre les parties en conflit du Guatemala, d'El Salvador et du Nicaragua est loin d'être à dédaigner.

(El Salvador)

On peut aujourd'hui affirmer qu'El Salvador est le point le plus critique d'Amérique centrale. Et cette situation critique fait que, dans ce pays, chacun des acteurs politiques fait pression pour s'assurer une position lui permettant de trouver au conflit une solution en sa faveur. Cela tient à ce qu'El Salvador est le théâtre de projets parfaitement antagoniques où la négociation ne peut que difficilement se frayer un chemin.

Malgré tout, au -delà de cette première impression de blocage, des lignes de force se dessinent dans le sens d'une rencontre. Le FMLN a lancé une offensive de démonstration de sa capacité militaire. Mais cette offensive n'aurait-elle pas aussi pour effet de marquer les limites d'une position de force et de permettre l'ouverture d'un dialogue? Les récentes déclarations des commandants du FMLN et de leurs alliés du FDR vont dans le sens d'une proposition de solution politique pour tous les secteurs sociaux du pays.

Dans ce contexte, la tenue du Dialogue national sous les auspices de la hiérarchie catholique (1) fait la preuve, en plus de sa nouveauté, que la négociation est possible si on y fait participer tous ceux qui sont concernés.

(Nicaragua)

Au Nicaragua, les quatre mois de suspension des négociations ont plus affaibli la Résistance nicaraguayenne que le gouvernement. L'ingérence des Etats-Unis se révèle ici plus nocive qu'en aucun autre pays. Malgré Esquipulas, l'aide militaire à la *contra* continue d'être la menace brandie par le gouvernement Reagan. Le 5 octobre dernier, celui-ci faisait savoir qu'il pouvait faire les démarches pour l'attribution de 16,5 millions de dollars en armes de réserve.

Parallèlement à une telle intervention, déterminante pour un échec de la négociation, les accusations du président du Congrès nord-américain Jim Wright, concernant le soutien direct de la CIA à l'opposition nicaraguayenne (2), ne faisaient que confirmer une chose connue et destinée, dans la conjoncture actuelle de stagnation, à retarder encore plus la recherche d'un accord national et à alourdir les coûts d'une situation instable.

L'opposition a une nouvelle fois administré la preuve de son manque de projet politique comme de son incapacité à réagir et à tirer profit des erreurs et des points faibles du gouvernement, en particulier pour ce qui concerne la délicate situation économique et l'emprisonnement de certains de ses leaders. Ce qui est dramatique en l'occurrence c'est qu'une négociation n'est guère possible avec la Résistance nicaraguayenne si cette dernière ne présente pas un projet politique dépassant la perspective militaire du conflit et se dispensant à un certain degré des directives de Washington.

Il est impensable qu'une proposition plus ouverte du gouvernement nicaraguayen puisse par elle-même briser ces liens. La plateforme de négociation qui était sur la table le 9 juin dernier et que les deux parties avaient travaillée, doit être reprise. Là se trouve la base d'un accord possible. Mais il y manque les conditions de sa mise en oeuvre après signature.

A l'intérieur de certains partis politiques, des tendances se sont déjà manifestées dans le sens d'une tactique plus indépendante et plus conforme à la réalité nationale; même si cela est encore sous le signe d'un langage excessivement agressif. Le bloc dit des quatorze qui regroupait un large éventail de partis d'opposition s'est disloqué; des alliances se nouent entre groupes de même sensibilité qui cherchent à se détacher des secteurs les plus liés à la *contra*. Il appartient au gouvernement de prendre l'initiative pour briser certaines résistances et créer les conditions d'un rapprochement.

La stagnation est plus superficielle que profonde. En réalité, en chaque pays (3) affleurent des lignes de force dans le sens d'une négociation. Les secteurs sociaux aux positions bloquées ont développé une intense activité et, bien qu'ils n'aient aucun avenir, ils conditionnent le présent. Et le présent, c'est l'existence d'Esquipulas.

[1] Cf. DIAL D 1342 et 1351 (NdT).

[2] A l'occasion du vote du Congrès nord-américain du 30 septembre pour une nouvelle aide à la "contra" de 73,6 millions de dollars (dont 41,5 au titre d'une aide militaire bloquée) le président Jim Wright a publiquement accusé la CIA d'opérations occultes au Nicaragua pour déstabiliser le gouvernement et bloquer la négociation (NdT).

[3] On notera que le Honduras n'a fait ici l'objet d'aucun commentaire (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441